



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE



Direction de la Communication

NEWS

Revue de presse



Mardi 07 février 2023



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

[APN: la loi relative à la monnaie et au crédit instituera de nouvelles activités aux startups](#)

Le ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Yacine El Mahdi Oualid a affirmé lundi à Alger que le projet de loi relatif à la monnaie et au crédit instituerait de nouvelles activités permettant de créer la compétitivité entre les startups algériennes, notamment en matière de modernisation des moyens de paiement.

La Patrie
Site d'informations générales
NEWS

[Opérations de Bourses agréés par la COSOB : Radiation de BNP PARIBAS EL Djazaïr de la liste des Intermédiaires](#)

Du nouveau à la Cosob. Suite à la demande de cessation des activités d'intermédiation en opérations de bourse formulée par l'IOB BNP PARIBAS EL Djazaïr le 03 octobre 2022, la Commission a examiné la demande de ce dernier lors de sa réunion tenue le 1er février 2023.



[Le monstre doit être maté](#)

Le pays dispose de compétences humaines et des richesses naturelles pour prendre son envol, mais à condition de se délester du poids de la bureaucratie criminelle. Tous les signaux qui plaident en faveur de l'émergence de l'économie et du bien-être de la société sont réunis.



[L'Union européenne met sous embargo le pétrole russe : Le Brent au-dessus des 80 dollars](#)

La référence du pétrole algérien s'échangeait à 80, 83 dollars hier à 14h00, soit 0,89 dollar de plus que la séance précédente. Le baril desserre l'étreinte. Asphyxiés en fin de semaine dernière par une crainte de la montée du billet vert par rapport à la devise européenne, l'euro, et d'une tension sur la demande, les cours de l'or noir semblent disposés à réduire des pertes significatives enregistrées en fin de semaine dernière, achevée le 3 février.



[Sommet de la fintech et de l'e-commerce : Les solutions facilitant l'export au menu](#)

Lors d'une conférence de presse dédiée au sommet prévu au niveau du Centre international des conférences Abdelatif-Rahal (CIC, Alger), Mourad Mechta, le directeur de la start-up de fintech «Guiddini», organisatrice de l'événement, a souligné l'opportunité que représente cette manifestation, notamment à travers plusieurs conférences, pour faire émerger les solutions adéquates au soutien de l'e-commerce générateur de devises pour le pays.



[Projet de loi sur la monnaie et le crédit : La Commission des finances de l'APN auditionne les représentants des ministères de l'Industrie et du Commerce](#)

La Commission des finances et du budget à l'Assemblée populaire nationale (APN) a auditionné, lundi, la directrice générale de la promotion de l'investissement au ministère de l'Industrie, Djouher Hadi et le directeur général du commerce extérieur au ministère du Commerce, Samir Derradji, dans le cadre de l'examen du projet de loi sur la monnaie et le crédit.



L'économie de la connaissance : Une locomotive en marche

Le président Tebboune a réaffirmé, lors du dernier Conseil des ministres, l'engagement de l'Etat à encourager les jeunes dans le secteur de l'entrepreneuriat, dans l'économie de la connaissance notamment, tout en saluant le progrès réalisé dans ce domaine.



Dinar algérien numérique : de nouvelles révélations sont faites à L'APN

De nouvelles révélations viennent d'être faites au sujet du dinar numérique algérien lors de la dernière rencontre des membres de l'APN. Plus de détails à ce sujet seront dévoilés dans les lignes de cette édition du lundi 6 février 2023.



Sommet de la fintech et de l'e-commerce: Cap sur les solutions facilitant l'export

Le Sommet de la fintech et de l'e-commerce qui se tiendra à Alger les 18 et 19 février, mettra le cap sur les solutions à mettre en place pour faciliter les exportations des entreprises algériennes.



Réserves d'or : l'Algérie domine le classement africain

Parmi les plus importants pays détenteurs d'or dans le monde figure l'Algérie, c'est en tout cas ce que nous pouvons constater en jetant un coup d'œil sur le dernier rapport du conseil mondial de l'or (World Gold Council).

Tirées par une "forte" demande des clients étrangers Hausse de près de 14 % de la production commerciale de l'énergie en 2021

La production algérienne d'énergie primaire a enregistré en 2021 une hausse de 13,9 % par rapport à 2020, atteignant les 164,4 millions de tonnes équivalent pétrole (Tep), a indiqué un bilan du ministère de l'Energie et des Mines, relevant également une hausse de 40 % des exportations du gaz naturel et du GNL, tirées par une "forte" demande des clients étrangers.



عشية انطلاق الاجتماعات التحضيرية لقمة جنوب إفريقيا.. خبراء يؤكدون:

6 أوراق سياسية واقتصادية رابحة في ملف الجزائر بـ"بريكس"

تزامنا مع انطلاق الاجتماعات التحضيرية للأربعاء المقبل، لعقد قمة دول "بريكس" في جنوب إفريقيا المنتظرة شهر أوت 2023، يؤكد الخبراء أن الجزائر تتمتع بـ6 أوراق اقتصادية وسياسية رابحة تجعلها مؤهلة لولوج المجموعة في القريب العاجل.

APN

Plusieurs projets de loi à l'étude

L'Assemblée populaire nationale connaît d'intenses activités avec plusieurs projets de loi en discussions en sus d'autres missions accomplies par les députés en extramuros.

Mohammed K. -Alger (Le Soir)- C'est ainsi que plusieurs commissions permanentes de la Chambre basse du Parlement s'attellent depuis peu à passer au crible bien de projets de lois qui leur sont soumis par divers départements ministériels.

Comme c'est le cas de la commission des affaires juridiques et administratives et des libertés qui a entamé l'étude du projet de loi relative à la prévention et à la lutte contre la traite des personnes en recevant, hier lundi, la déléguée nationale à la protection de l'enfance. Pour leur part, les membres de la commission des finances et du budget poursuivent l'étude du projet de loi sur la monnaie et le

crédit en recevant toujours hier lundi, le ministre de l'Économie de la Connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises.

De son côté, la commission de la culture, de la communication et du tourisme de l'APN a écouté, hier lundi, des responsables de chaînes de télévision privées dans le cadre de l'étude du projet de loi sur l'information. Ceci au moment où la commission de la santé, des affaires sociales, du travail et de la formation professionnelle a entamé, hier lundi, l'étude des dispositions du projet de loi relative à la prévention et au règlement des conflits collectifs de travail et à l'exercice du droit de grève en accueillant des



Photo : DF

cadres du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale.

Un autre projet de loi sera prochainement à l'étude. Il s'agit de celui modifiant et complétant la loi n°04-18 du 25 décembre 2004 relative à la prévention et la

répression de l'usage et du trafic illicites de stupéfiants et de substances psychotropes.

Par ailleurs, le groupe parlementaire du mouvement El Binaa organise, aujourd'hui mardi, une journée parlementaire sous le titre : «Pour

une stratégie nationale pour assurer une sécurité alimentaire durable».

Au programme de cette manifestation, des communications autour de «La réalité de la sécurité alimentaire en Algérie, les facteurs d'influence et les opportunités disponibles», «Le rôle du plan national de développement des systèmes de production agricole, des hommes, des capitaux, de la propriété agricole et le soutien à l'agriculture familiale», «Le rôle de l'agriculture saharienne dans la réalisation de la sécurité alimentaire» et «Une stratégie pour parvenir à l'autosuffisance et à la sécurité alimentaire».

Après des débats, cette journée parlementaire sera sanctionnée par un ensemble de recommandations adoptées par les participants.

M. K.

E-COMMERCE

Une révision de la loi s'impose

Le commerce électronique ne cesse de gagner du terrain en Algérie. Seulement la plupart des e-fournisseurs continuent à travailler dans l'illégalité. Les nombreuses sanctions financières que compte la loi relative à cette activité les dissuadent de se conformer au cadre réglementaire.

Rym Nasri – Alger (Le Soir)
– La loi relative au commerce électronique (e-commerce) continue à rebuter les e-fournisseurs. Nombre d'entre eux préfèrent, d'ailleurs, poursuivre leur activité sur le marché noir du e-commerce que de déclarer leur commerce dans le cadre légal.

«Ce texte comporte non pas des incitations mais plutôt des sanctions pour les commerçants électroniques», a expliqué Mourad Mechta, général manager Guiddini, organisateur de l'évènement «Algeria Fintech & E-commerce Summit», hier, à Alger.

Plaidant pour la révision de la loi relative au e-commerce, il estime que cette activité doit être accompagnée par les pouvoirs publics à travers des mesures de facilitation. «Le e-commerce qui s'est développé considérable-

ment depuis l'avènement de la pandémie de Covid-19 est en plein essor. Les administrations concernées doivent l'accompagner afin d'éviter toutes arnaques et autres dépassements, et ce, à travers la mise en place d'un cadre juridique transparent et clair», dit-il. D'autant, poursuit-il, «le commerce électronique est l'un des facteurs incitateurs pour l'exportation de différents produits nationaux, notamment l'artisanat».

Prévu du 18 au 19 février prochain au Centre international des conférences (CIC), à Alger, «Algeria Fintech & E-commerce Summit», qui regroupera plusieurs participants et exposants du domaine de l'économie de la connaissance, vise à contribuer au développement de l'activité e-commerce et du paiement en

ligne en Algérie.

C'est ce que confirme le représentant du ministère de la Numérisation et des Statistiques, Fateheddine Kezzim. Selon lui, les deux thématiques de la fintech et du e-commerce sont d'une importance capitale mais aussi urgente. «Le projet du dinar numérique est une preuve de l'orientation de notre pays vers la transformation numérique même dans le domaine des finances», affirme-t-il.

Il souligne ainsi la portée des nouvelles technologies qui ont permis de repenser d'une manière différente tous les aspects financiers sur le plan juridique ou réglementaire ainsi que la stratégie globale pour réussir la mise en place de la transformation numérique.

Pour sa part, l'expert en économie Abderrahmane Hâdef fait remarquer que des rencontres comme «Algeria Fintech & E-commerce Summit» font justement bouger les lignes en Algérie. «La volonté politique y est certes, mais elle a besoin d'opérationnels et de gens du

terrain», dit-il. Il fait savoir que l'économie numérique prend de plus en plus d'espace et de poids dans toutes les économies mondiales. «L'économie de la connaissance est en train de révolutionner tous les secteurs économiques. Aujourd'hui, elle génère un chiffre qui dépasse le quart du PIB mondial», note-t-il.

Abderrahmane Hâdef rappelle, à cet effet, le pari pris par notre pays d'aller vers l'économie de la connaissance. Il cite ainsi la fintech qui ne cesse de prendre de la place dans d'importants systèmes financiers nationaux, notamment le système bancaire. Un forcing qui a nécessité, selon lui, la révision de la loi sur la monnaie et le crédit. «Aujourd'hui, on parle du dinar numérique de la banque centrale et de banque numérique, ainsi que de l'industrie du paiement, une des faiblesses de notre système bancaire. La nouvelle loi permettra d'avoir des prestataires de service de paiement (PSP)», précise-t-il.

Ry. N.

Critères d'adhésion fixés en juin et des ambitions économiques élevées en 2023

L'Algérie à trois «pas» des BRICS !

En 2022, pratiquement tous les indicateurs économiques de l'Algérie sont passés au vert, achevant l'année sur une note très positive qui annonce un démarrage en trombe de l'année 2023.

Cette année sera aussi couronnée, comme l'avait souligné, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, par l'adhésion imminente de l'Algérie au groupe des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) et la relance effective de plusieurs secteurs industriels à l'instar de celui de l'industrie de l'automobile, des mines, du gaz et du textile. L'élan est là. La croissance économique du pays devrait «atteindre les 5%», selon le chef de l'Etat qui a toujours plaidé pour la création d'un écosystème d'affaires fort et résilient pour accueillir les investisseurs étrangers afin d'amorcer un nouveau virage favorable et important tout en gardant le même rythme de croissance, de réformes et de modernisation de l'économie nationale. Un gros défi à relever. L'Algérie, certes, compte sur le secteur des hydrocarbures pour relancer son économie, mais elle prévoit aussi la diversification de ses activités économiques et de ses revenus pour sortir de l'économie rentière à travers la redynamisation des secteurs de production (industrie, agriculture, entreprises et technologie...) et l'accélération des réformes économiques et financières indispensables pour garantir la stabilité financière du pays. De nouvelles législations ont été adoptées et élaborées en vue de renforcer la gouvernance opérationnelle des entreprises et pour accompagner leur transformation sur le long terme. Des progrès que le Fonds monétaire international (FMI) a salués dans son dernier rapport, publié le 1^{er}



■ De nombreuses mesures financières et fiscales ont été prises par les autorités nationales en faveur de l'économie et des ménages qui ont subi de plein fouet les effets de la pandémie du Covid-19... (Photo : DR)

février, appelant, toutefois, à l'accélération des réformes structurelles et des subventions publiques, mais aussi à resserrer sa politique monétaire pour agir sur les prix et stopper les sursauts inflationnistes. De nombreuses mesures financières et fiscales ont été prises par les autorités nationales en faveur de l'économie et des ménages qui ont subi de plein fouet les effets de la pandémie du Covid-19 et de la guerre en Ukraine qui s'est installée dans la durée. L'Etat n'est pas prêt d'abandonner sa politique sociale, mais il a confirmé, en parallèle, sa détermination à réformer le système bancaire, fiscal et douanier afin de faciliter l'acte d'investir et d'exporter. L'adoption d'un nouveau Code d'investissement, et l'amélioration du texte de loi sur la monnaie et le crédit démontrent le degré d'engagement des autorités en faveur d'une économie résiliente, forte et inclusive. Les actions du Gouvernement orientées vers le développement des nouvelles technologies, des start-ups et de l'industrie pétrochimique, agroalimentaire, pharmaceutique et énergétique... et l'ouverture du

marché national aux étrangers, sans contraintes, séduisent les investisseurs qui visent la conquête du marché africain. L'entrée en vigueur de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF) et la création des zones franches aux niveaux des zones frontalières faciliteraient la circulation des marchandises sur le marché africain et favoriseraient la création de la richesse et de l'emploi. L'Algérie a mis en place une nouvelle stratégie pour développer le secteur du commerce au niveau régional à travers la réalisation de la route transsaharienne et ambitionne de lancer, dans les plus brefs délais, le projet du gazoduc transsaharien Nigeria-Algérie. Elle place l'intégration économique africaine au centre de ses objectifs, tout comme le projet d'adhésion au groupe des BRICS. L'Etat estime avoir toutes les chances de son côté pour rejoindre cette alliance et emprunter la voie de l'émergence. L'Algérie retient son souffle à quelques mois avant l'annonce des critères d'adhésion du pays au groupe des cinq puissances économiques, non occidentales. Les critères d'adhésion devraient

être fixés au mois de juin prochain avec la tenue du Sommet en Afrique du Sud. Pour l'Algérie, cette adhésion ne sera que bénéfique pour toutes les parties et devrait l'aider à accélérer sa transition économique afin de se positionner dans le nouveau monde économique qui se dessine progressivement. Un monde multipolaire. La Chine et la Russie, des partenaires historiques, ont déjà exprimé leur soutien à la candidature de l'Algérie, dès l'annonce de son désir d'y accéder. Récemment, le ministre des Affaires étrangères russe, Sergueï Lavrov a mis en avant les relations fortes des deux pays dans le secteur de l'énergie et des mines, mais aussi dans bien d'autres domaines stratégiques. Les mêmes liens qui unissent l'Algérie avec la Chine, le Brésil, l'Inde et l'Afrique du Sud. C'est une aubaine aussi pour les BRICS pour renforcer sa présence sur le marché africain et soutenir le développement économique, social, sécuritaire et sanitaire des populations africaines, victimes de marginalisation, de pauvreté, de guerres civiles et des changements climatiques.

Samira Takharboucht



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

💡 Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



f

@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger